

13 mars 1937

L'abonné à l'édition N° 1 reçoit avec ce numéro LA PETITE ILLUSTRATION contenant EUGÉNIE GRANDET, pièce en quatre actes, par M. Albert Arrault, d'après le roman de Balzac.

95^e ANNÉE
—
N° 4906

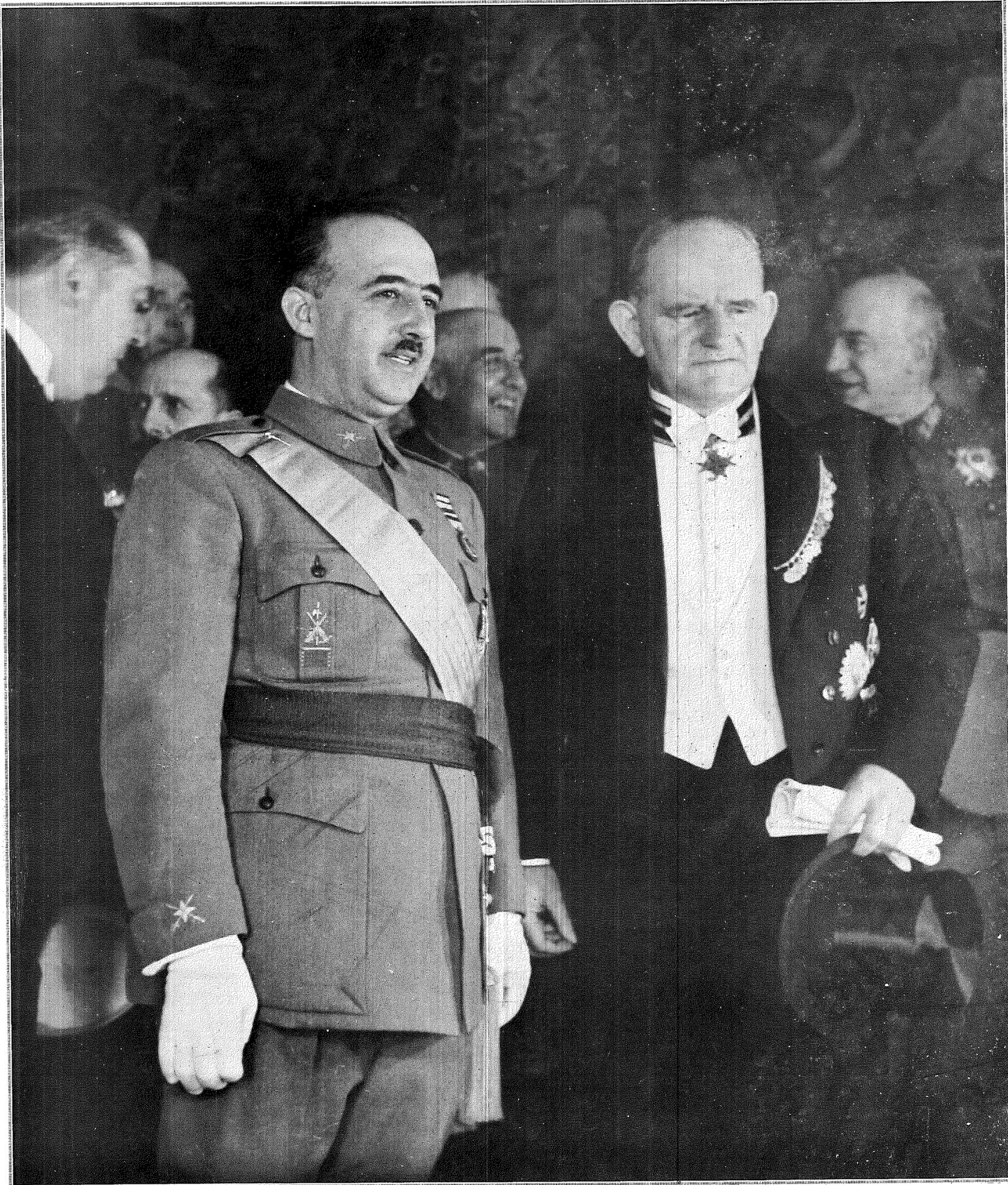
L'ILLUSTRATION

15
MARS
1937

LOUIS BASCHET, Codirecteur.

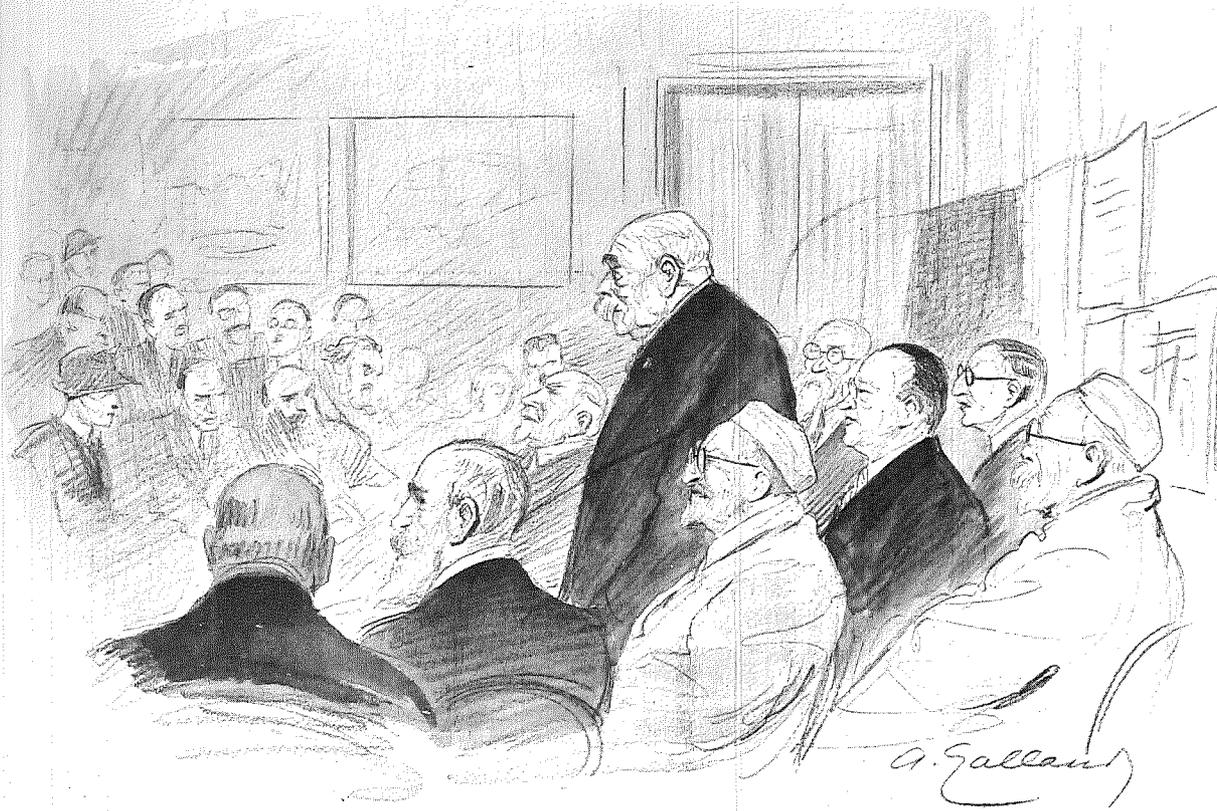
RENÉ BASCHET, Directeur.

GASTON SORBETS, Rédacteur en chef.



LE GÉNÉRAL FRANCO REÇOIT, A SALAMANQUE, LE GÉNÉRAL FAUPEL, AMBASSADEUR D'ALLEMAGNE ACCRÉDITÉ AUPRÈS DES NATIONALISTES

Phot. Keystone. — Voir l'article et les autres photographies pages 268 et 269.



Le D^r Siredey, qui préside, entouré du professeur Carnot, de M. Risler, du D^r Godlewski, etc., et les membres du bureau.

LES ASSISES MÉDICALES DE LA NATALITÉ A L'HÔTEL-DIEU

Dimanche dernier nous avons eu, dans un amphithéâtre de l'Hôtel-Dieu, un spectacle bien fait pour ranimer toutes nos espérances : réunis par l'Assemblée française de médecine générale, 200 ou 300 médecins de province discutaient de la natalité et de ses variations. Une assemblée sérieuse, pensive, concentrant toute la force de son intelligence sur le plus grave de nos problèmes nationaux ! Et cette assemblée n'était, elle-même, que l'émanation des 57 sections départementales réunies antérieurement dans leurs chefs-lieux et qui groupent 1.437 membres inscrits, sans compter plusieurs centaines d'adhérents et de sympathisants. Voilà donc, bel et bien, une très importante partie du corps médical français mise en alerte et décidée à porter toute son attention, en une collaboration bienfaisante, vers des maux auxquels il était de mode dans bien des milieux, quelques années auparavant, de tourner le dos en déclarant qu'ils resteraient toujours sans remède.

Il y a seulement six ou sept ans, les praticiens de province ne disposaient, à Paris, d'aucun lieu de réunion, d'aucune tribune pour faire échange de considérations ou d'observations scientifiques. L'Assemblée française de médecine les convoque maintenant en des assises périodiques où diverses questions pathologiques sont à tour de rôle discutées. Et c'est bien un signe des temps que la docte compagnie ait délaissé cette fois le champ de ses investigations professionnelles pour se tourner vers un problème d'ordre général, vers une maladie plus grave que n'importe quelle autre puisqu'elle tarit silencieusement toutes les sources de notre vie collective.

La réunion de dimanche dernier était présidée par le D^r Siredey, le fameux gynécologue, un octogénaire extraordinairement lucide dont la parole sagace et malicieuse fit l'admiration de tous. Il était assisté du professeur Carnot et du D^r Henri Godlewski, l'infatigable animateur de ces réunions. En dehors du corps médical, nombreuses étaient les personnalités importantes que cette discussion avait attirées. L'Alliance nationale pour l'accroissement de la population française était représentée par M. Fernand Boverat et le général Borie. J'en passe, et des meilleurs.

Assurément, il n'était pas d'hommes mieux qualifiés que les médecins pour scruter les causes de la dénatalité. Quels secrets peuvent

leur échapper, à eux qui pénètrent dans tous les intérieurs, obtiennent, sous le sceau du secret professionnel, toutes les confidences et finissent par connaître toutes les particularités de notre nature physique et morale ? Aussi, au cours de la grande enquête que je menai il y a quelques années pour *L'Illustration* sur ce grave sujet, les médecins avaient-ils été mes guides les plus sûrs, mes informateurs les plus précieux. J'en retrouve d'ailleurs avec plaisir quelques-uns dans la salle : voici le D^r Cauchois, de Rouen, qui est, de très longue date, un spécialiste des questions démographiques, une véritable autorité qu'il y aurait eu un réel intérêt à entendre plus longuement. Malheureusement, la discussion ne devait guère durer que trois heures ; les orateurs inscrits étaient nombreux ; certains, au début de la séance, tout en faisant leurs digressions, d'un charme réel, certes, n'avaient pas vu que l'horloge tournait. Voici l'éminent doyen de la Faculté de Strasbourg, le professeur Merklen : une belle figure de savant. Il demande, en des termes énergiques, la création d'une « caisse autonome de la natalité » qui serait alimentée, en partie du moins, par un prélèvement sur les héritages des collatéraux. Cette formule pourra déplaire aux collatéraux éventuels, mais elle est néanmoins à étudier.

Quand on commence à envisager tous les facteurs de notre dénatalité, quand on en écoute l'énumération complexe faite par des savants si particulièrement compétents et si sincères, on s'aperçoit, une fois de plus, que ces facteurs sont reliés à la totalité des manifestations de



Le D^r Cauchois, de la Seine-Inférieure, père de treize enfants, fait un remarquable rapport sur la dénatalité.

Croquis d'André GALLAND.

notre vie. La dénatalité française n'est pas une fatalité matérielle : elle est voulue plutôt qu'elle n'est subie. C'est, avant tout, un mal psychologique. Elle n'est, en définitive, qu'un résultat, le résultat de ce que nous sommes devenus, comme collectivité humaine, dans le temps présent. De sorte qu'il n'est point une seule manifestation de notre activité individuelle, sociale ou intellectuelle, qui ne détermine la situation de dépression où, globalement, nous voici tombés. Et l'on conçoit que, s'il me fallait mentionner, même en résumé, chacun des discours qui ont été prononcés en cette séance, plusieurs pages de cette revue devraient être attribuées à une semblable analyse. Et l'on n'échapperait pas à l'inconvénient, si l'on suivait, les uns après les autres, des orateurs représentant les diverses parties de la France, d'avoir à faire bien des redites. Car, si chacune de nos provinces a ses traits particuliers, elles sont cependant affectées par certaines tares qui leur sont communes à presque toutes.

L'une des plus utiles communications, à mon sens, fut faite par ce praticien qui rappela que la condition d'une suffisante natalité serait qu'il existât au préalable beaucoup de mères bien portantes. Or, la proportion des jeunes femmes qui, dans notre pays, meurent de tuberculose est, dit-il, à faire frémir. Mais à cause de quoi en est-il ainsi en France ? Pourquoi la mortalité des adultes est-elle, chez nous, spécialement forte ?

Un succès tout spécial a été fait au D^r Armand Béraud, de La Rochelle. Doué d'une éloquence chaleureuse, il a su démontrer (ou plutôt confirmer), en quelques phrases rapides, que les familles en proie à la procréation se trouvent aux deux extrêmes de la société : la haute bourgeoisie et le prolétariat déshérité. La classe moyenne, ce centre social, au contraire, est, sauf certaines exceptions, systématiquement malthusienne. Il faut, dit le D^r Armand Béraud, comme tant d'autres orateurs, que l'Etat prenne une part à celui qui n'a pas ou qui n'a que peu d'enfants pour la donner à qui en a plus que la moyenne. C'est la solution soutenue par nous ici il y a plusieurs années.

Le D^r Armand Béraud poursuit :

Si l'on admet que le pays a besoin de richesses en vies humaines, qu'il ait le droit de réquisition sur ces vies pour défendre la collectivité, il faut admettre que ce même Etat organise la production de ces forces vivantes dont il a besoin ; il faut qu'à ceux à qui il demande de procréer largement il donne des moyens matériels et des forces morales (car les deux facteurs sont nécessaires et aucun, sauf exception, n'est suffisant), moyens matériels et forces morales tels qu'avoir trois ou quatre enfants apparaisse aux Français moyens, demain la très grande majorité des Français, un idéal je n'ose dire agréable, mais accessible sans héroïsme.

Mais je n'irai pas plus loin sans saluer le D^r Jacquard, de Nods (Doubs), bénéficiaire d'un prix qui lui a été si justement remis en cette séance.

Encore une fois, je voudrais bien pouvoir citer tous ces praticiens qui, dans leurs communications, ont fait — comme l'éminent professeur Joannon — preuve d'une inspiration si élevée. La place et le temps me manquent également. Mais oserai-je, pour le bien de la cause, dire une vérité ? C'est qu'en définitive, dans leurs constatations d'aujourd'hui, il n'y a rien qui n'ait été déjà contenu dans nos enquêtes passées. Et, dans nos enquêtes passées, ayons la franchise de l'avouer, il n'y avait rien dont n'eussent déjà parlé, en des termes définitifs, cinquante ans auparavant (pour quelques-uns du moins), ces grands démographes qui s'appelèrent Arsène Dumont, Alfred Fouillée, Paul Leroy-Beaulieu, Roger Debury, Albert Tournaire, Henri F. Secrétan

et bien d'autres. Bien plus, j'ai un livre intitulé : *De la décadence de la France*, publié en 1850 par Raudot (de l'Yonne), membre de l'Assemblée législative. Plusieurs facteurs de la dénatalité française y sont déjà mis en lumière. Raudot écrit :

La littérature est l'expression de la société. Nos théâtres sont souvent une école publique de mauvaises mœurs. Que lit-on en France ? Des feuilletons qui peignent le vice comme une nécessité de notre nature et la vertu comme une niaiserie. La plupart de ces ouvrages se plaisent à décrire les mœurs les plus abjectes, la hideuse démoralisation des repris de justice et des prostituées.

Pauvre Raudot ! Que dirait-il aujourd'hui ?

Hé bien, oui, il y a très longtemps que des sociologues clairvoyants ont vu se développer chez nous le péril de la dénatalité ! Mais ils ont été longtemps considérés par la société française comme des fâcheux, des importuns, d'insupportables raseurs. Le parlement français, après 1870, n'a rien voulu écouter. Et aujourd'hui, le mal étant accompli, flagrant, menaçant, nous cherchons à calfeutrer des brèches qui n'étaient, il y a soixante-cinq ans, que des fissures.

La plupart de nos orateurs de dimanche ont affirmé que la question de la dénatalité était avant tout une question morale. C'est évident ! Mais comment rénover la morale du peuple sans ce fondement indispensable qui s'appelle la foi ? Or, disposons-nous, à notre gré, de ce bien inestimable ? Malheureusement, non ! Nous n'avons aucun moyen de communiquer la foi, la foi absolue, la foi sincère (la seule qui compte), à ceux dont l'âme est envahie par le scepticisme. Et par conséquent le recours à la foi n'est pas un moyen de propagande à notre portée, tandis que l'organisation d'allocations familiales massives n'exécute pas nos facultés. C'est un remède déjà expérimenté avec succès, un remède que des mains humaines peuvent toucher : pauvres mains si impuissantes, tendues vainement vers ces espaces infinis dont le mystère, pour qui n'a pas la foi, reste impénétrable.

La réunion de Paris aura eu surtout ceci de bon qu'elle aura permis à un grand nombre de médecins départementaux de se sentir en communauté d'idées sur une question capitale. Agissant en ordre dispersé ils se seraient peut-être crus impuissants. L'heure, toutefois, n'est plus à l'analyse, aux dissertations, aux ratiocinations, à la littérature : l'heure est à l'action. De l'action, toujours de l'action ! Les facteurs de la dépopulation sont désormais suffisamment connus. L'important est de les combattre par une influence directe, une action personnelle et continue. 1.000 ou 2.000 médecins répartis sur notre territoire avec le ferme propos de stimuler la natalité de toutes les manières et d'influencer, en vue du vote de certaines lois, leurs parlementaires vaudront mieux que 1.000 rhétoriciens dissertant dans la capitale.

Dans des conversations privées, j'ai pu me rendre compte que certains médecins eux-mêmes s'étaient laissé tromper par des récits tendancieux relatifs aux mesures prises en Allemagne et en Italie « contre la dénatalité ». Certains croient de bonne foi maintenant que toute l'Europe est à cet égard logée à la même enseigne. Rien n'est plus faux ! L'Allemagne et l'Italie enregistrent encore chaque année des excédents de naissances. *Mais elles jugent ces excédents trop faibles.* Elles veulent grossir davantage et plus vite. Nous, pendant ce temps, nous diminuons en *nombre absolu* : en un mot, alors que nous mangeons, nous, notre capital, nous nous procurerions une bien dangereuse consolation à nous dire que nos voisins ne touchent plus qu'un intérêt de 3 % après s'être habitués longtemps à un taux de 6 %. Faites attention ! Leur volume n'a jamais cessé de se développer et nous nous amoindrissions. Ils prennent des mesures formidables contre une prétendue dénatalité qui n'est chez eux qu'un ralentissement de l'accroissement. Et nous, nous n'adoptons que des mesures anodines contre une dénatalité massive qui menace de nous mener rapidement à la déchéance.

LUDOVIC NAUDEAU.

LE RENVERSEMENT DE NOTRE POLITIQUE FINANCIÈRE

La « grande expérience » que, depuis son avènement, poursuit le gouvernement de Front populaire a déjà traversé plusieurs phases. Il y a eu celle du « pouvoir d'achat » pendant laquelle on comptait sur le relèvement des salaires pour faire renaître la prospérité intérieure ; il y a eu celle de la dévaluation, l'alignement de notre monnaie devant permettre une reprise de nos affaires sur le marché mondial ; tout récemment, M. Léon Blum a proclamé la nécessité de la « pause », c'est-à-dire d'un temps d'arrêt dans les réformes coûteuses et les revendications sociales, dont l'immédiat effet était de faire monter le coût de la vie. Autant de directives successives, commandées par l'empirisme et qui se contredisaient parfois. Mais jamais encore nous n'avions assisté à un renversement de technique aussi radical que celui qu'un conseil des ministres, tenu le 5 mars, a brusquement décrété. Il se caractérise par un double retour au libéralisme monétaire et à la compression des dépenses.

En dépit de toutes les mesures prises jusqu'ici, nos difficultés financières n'ont cessé de s'accroître. Il semble même que ces mesures aient été à l'encontre du but à atteindre, car elles ont provoqué une défiance qui a fait fuir les capitaux que l'on cherchait à ramener dans le circuit de notre économie. Sans doute pouvait-on envisager une nouvelle dévaluation du franc, en utilisant la marge que la loi monétaire laissait disponible, ou le recours à un contrôle des changes. Mais, outre que ces expédients auraient encore diminué la confiance dans le crédit de l'Etat, ils n'étaient pas compatibles avec l'accord tripartite du 25 septembre entre la France, l'Angleterre et les Etats-Unis. Le gouvernement les a donc exclus. En revanche, il a rétabli la liberté de l'importation et de la négociation de l'or à l'intérieur. Les détenteurs et les négociateurs de lingots étaient considérés, la veille encore, comme fraudeurs, passibles de peines correctionnelles. Leur trafic redevient licite. On le reconnaît comme profitable à la communauté. La Banque de France achète de nouveau l'or, au cours du jour et sans justification d'identité. C'est l'aveu de l'erreur commise et sa réparation.

En même temps la gérance du fonds d'égalisation des changes, tout en restant confiée à la Banque de France, sera exercée, en collaboration avec le gouverneur, M. Labeyrie, par une commission composée de trois spécialistes éminents : M. Charles Rist, gouverneur honoraire, qui fut l'un des principaux artisans du sauvetage du franc par le ministère Poincaré, M. Paul Baudoin, directeur général de la Banque d'émission de l'Indochine, et M. Jacques Rueff, directeur du mouvement général des fonds. Cette commission aura tous pouvoirs pour assurer la défense du franc, ainsi que la sécurité du commerce et la stabilité des prix. Sa compétence s'étendra à la surveillance du marché des rentes, en accord avec le directeur général de la Caisse des dépôts, M. Dreyer.

Dans l'ordre budgétaire, le gouvernement s'engage à ne pas contrarier par des dépenses non prévues le retour à l'équilibre réel, les indices de reprise économique laissant espérer une réduction sensible du faible déficit inscrit dans la loi de finances. Tous les crédits additionnels sont pros crits et aucune nouvelle demande de crédit ne sera faite au parlement, sous la seule réserve de l'amélioration nécessaire des petits traitements. A cette stabilisation des dépenses publiques correspondra une stabilisation parallèle des prix par le jeu de la répression des hausses illicites.

En ce qui concerne la trésorerie, ses charges seront allégées de 6 milliards pour l'année 1937, en remettant à plus tard certains grands travaux projetés ou en différant l'échéance de divers paiements. Le déficit d'exploitation des chemins de fer sera diminué par un relèvement des tarifs. Si l'on tient compte des 8 milliards déjà payés depuis le 1^{er} janvier, on constatera que les besoins n'excèdent plus la capacité normale de placement ou d'emprunt du Trésor. Une moitié environ de ces besoins est imputable aux dépenses extraordinaires d'armement. Un grand emprunt de la défense nationale, avec garantie et option de change, y pourvoira. Pour le reste, on estime que les opérations normales du marché à court terme suffiront.

Ce grand emprunt de la défense nationale doit donc être le seul que le Trésor émettra au cours de l'année. Le gouvernement était en droit de l'ouvrir, à concurrence de 20 milliards, sans autorisation spéciale. Il a toutefois jugé préférable — surtout en raison de la clause de garantie de change — d'obtenir un vote des Chambres, en leur présentant l'emprunt sous la forme d'un projet de loi. Le président de la République, le président du Sénat, M. Jeanneney, M. Joseph Caillaux et d'autres personnalités éminentes collaboreront au lancement par des appels radio-diffusés au pays, dont M. Léon Blum a ouvert la série, le 6 mars, en commentant et en expliquant les décisions prises.

L'annonce de ces diverses mesures a eu un grand retentissement dans l'opinion française et étrangère. On a, en général, accueilli avec une vive satisfaction ce sincère effort de redressement par des méthodes conformes à une stricte orthodoxie. Du même coup ont cessé les rumeurs contradictoires qui couraient depuis quelque temps : remaniement ministériel, démission du ministre des Finances, introduction dans le cabinet de personnalités modérées, selon les uns ; aggravation du collectivisme, nationalisations, prélèvement sur le capital, selon les autres. Dans cet état d'incertitude et d'inquiétude, un grand débat avait eu lieu, à la Chambre des députés, le 26 février. En termes émouvants, M. Pierre-Etienne Flandin et M. Paul Reynaud avaient adjuré M. Léon Blum de choisir entre « le libéralisme démocratique et l'autarchie des dictatures ». Les jours suivants, les ministres radicaux, préoccupés avant tout des milliards à trouver pour la défense nationale, avaient vivement insisté, à leur tour, pour que l'on rendit confiance aux capitaux, condition essentielle du succès pour l'emprunt à lancer. Le président du Conseil a cédé à ces exhortations conjuguées. Il n'a pas modifié son équipe, mais sa politique. Il a fait passer au second plan la doctrine socialiste pour se rallier à des méthodes dont le moins qu'on puisse dire, c'est qu'elles étaient plus sympathiques à ses adversaires qu'à ses amis. La presse anglaise, en particulier, l'a félicité de cet exemple de sagesse. Mais le libéralisme financier, la limitation des dépenses, le souci de l'équilibre budgétaire ne sont qu'un aspect de la politique. Il y a aussi le domaine économique et le domaine social. Le rétablissement ne sera complet que si sur ces autres terrains encore il fait délibérément prévaloir le « bien public » sur l'idée de parti.

ROBERT LAMBEL.

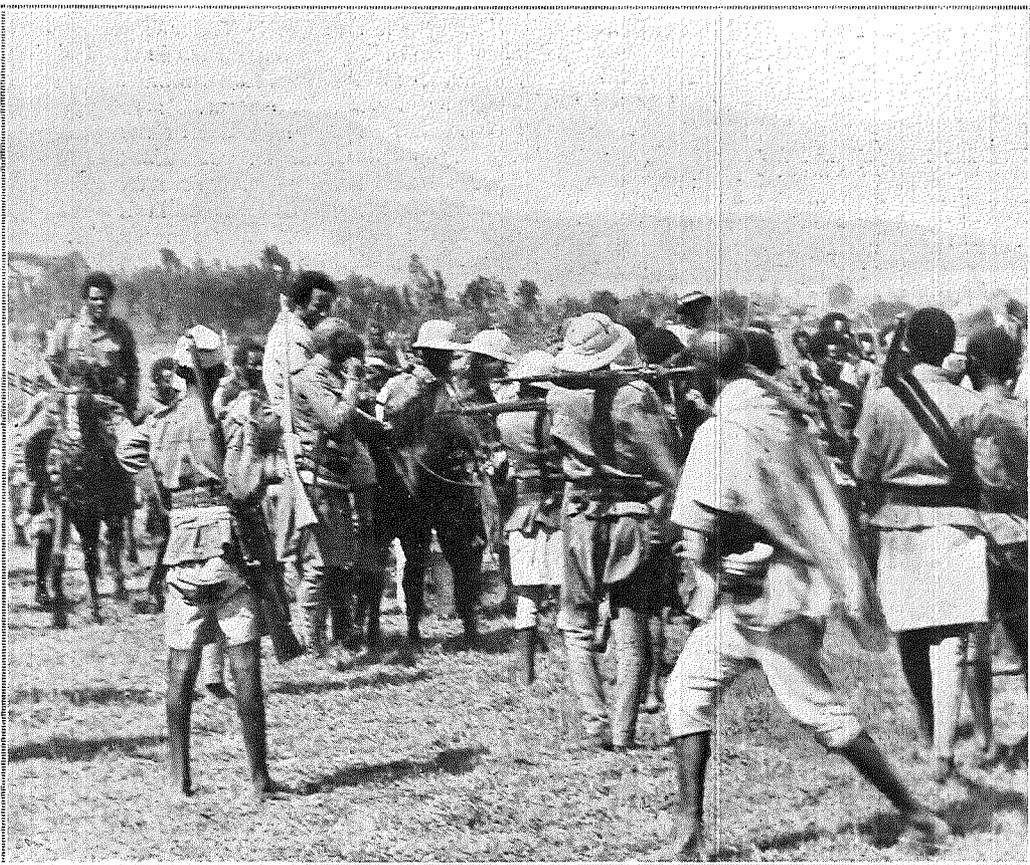
LES DÉBUTS DU MINISTÈRE JAPONAIS

Le nouveau ministère japonais, constitué le 2 février sous la présidence du général Hayashi, a pris contact avec la diète le 15, et il y a trouvé un accueil favorable. Il semble qu'il ait résolu

la difficulté de se faire accepter à la fois par le parti militaire et par le parlement. Le portefeuille de la Guerre avait été confié d'abord au général Nakamura, mais celui-ci, étant tombé malade, a été remplacé par le général Ugaki. Le ministre de la Marine est l'amiral Yonai. Ces deux grands chefs, bien que possédant toute la confiance de l'état-major, sont résolument hostiles à l'intrusion de l'armée dans la politique. Le ministre des Finances, M. Toyatoro Yuki, banquier de carrière, a présenté un programme d'économies qui, sans toucher à la défense nationale, réduira d'un dixième les charges budgétaires. Quant au ministère des Affaires étrangères, après le refus de M. Saïto, ambassadeur à Washington, il a été dévolu à l'ancien ambassadeur du Japon à Paris, M. Nahosuki Sato, dont les sympathies pour la France et l'Angleterre sont bien connues. Ce diplomate n'avait pas caché sa désapprobation du pacte anticommuniste germano-nippon.



M. Sato, nouveau ministre des Affaires étrangères du Japon.



Le ras Desta (à cheval, en vêtements blancs, à gauche) au moment de sa capture par la colonne lancée à sa poursuite.

LA FIN DE LA DISSIDENCE ÉTHIOPIENNE

La capture et l'exécution du ras Desta, que nous avons signalées dans notre dernier numéro, ont pratiquement mis fin à la dernière dissidence qui, en Éthiopie, s'opposait encore à l'occupation italienne. Le gendre de l'ex-négous avait en effet réussi à regrouper autour de lui les débris de l'ancienne armée de Somalie et il avait formé le projet, sans doute irréalisable, de marcher sur Addis Abeba et d'enlever la capitale par surprise. Il devait y être aidé par la confusion qui aurait suivi la disparition du maréchal Graziani, si l'attentat perpétré contre le vice-roi avait réussi. Les Italiens sont donc délivrés du seul adversaire avec lequel ils pouvaient avoir à compter et les sévères mesures de répression qu'ils ont appliquées ont mis fin à toutes les vellétés de rébellion, pour autant qu'il y en eût.

POLITIQUE ET DIPLOMATIE

L'EFFERVESCENCE EN ROUMANIE

Le président du Conseil roumain, M. Tataresco, a procédé le 23 février à un remaniement de son cabinet. Il a pris lui-même le portefeuille de

l'Intérieur et confié le sous-secrétariat d'Etat de ce ministère au général Marinesco, préfet de police de Bucarest, qui a la réputation d'un homme énergique. D'autre part, le ministère de la Justice a été dévolu à M. Sassou, une des personnalités les plus en vue du parti libéral. Ces modifications à l'équipe gouvernementale avaient pour raison d'être la nécessité de réprimer plus fermement l'activité de plus en plus entreprenante des partis extrémistes qui, s'inspirant à la fois du fascisme italien et du national-socialisme allemand, prétendent instaurer dans le pays un régime autoritaire. A la tête de ce mouvement se trouve l'association des Gardes de fer. Mais les extrémistes ont relevé le gant et de la même manière qu'ils avaient assassiné, naguère, l'ancien président du Conseil Jean Duca : ils ont, le 1^{er} mars, perpétré un attentat contre le recteur de l'Université de Jassy, M. Trajan Bratou, ancien président du Sénat, membre du parti national-paysan. L'affaire a pris aussitôt de grands développements. Le Conseil des ministres a prononcé la clôture des universités et des foyers d'étudiants ainsi que la dissolution de toutes les associations secrètes. Cette effervescence est en corrélation avec les incertitudes d'une politique extérieure qui, depuis l'éviction de M. Titulesco, au mois d'août dernier, a

donné à plusieurs reprises des signes d'hésitation. Une extrême droite germanophile, dont les agissements ont été trop complaisamment tolérés, mène campagne pour détacher la Roumanie de ses amitiés et de ses alliances traditionnelles, pour affaiblir les liens de la Petite-Entente et de l'Entente balkanique et, sous prétexte de ne pas se laisser entraîner dans le sillage de Moscou, préconise une neutralité qui bouleverserait tout l'équilibre politique de l'Europe centrale et balkanique. En réagissant vigoureusement contre les Gardes de fer, M. Tataresco semble vouloir opérer un redressement qui, pour être efficace, ne doit pas être limité à l'ordre intérieur. — R. L.

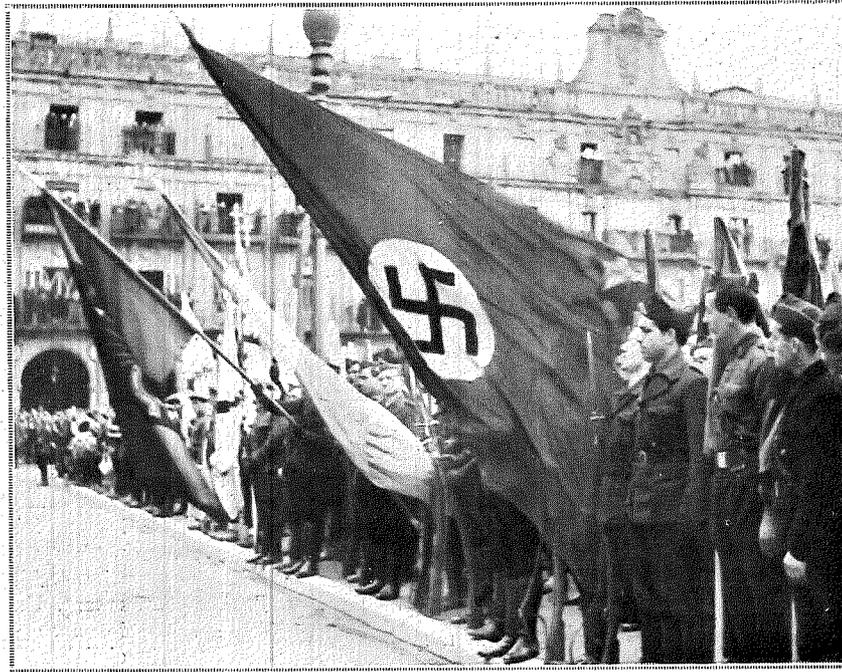
LA GUERRE CIVILE EN ESPAGNE

(Voir notre gravure de première page.)

Bien que le général Franco ne soit encore maître que d'une partie de l'Espagne et que la capitale elle-même échappe toujours à son emprise, il continue de plus en plus à se conduire en chef d'Etat, affirmant sa certitude en une victoire prochaine et définitive. Son prestige moral a évidemment été accru par la reconnaissance officielle que l'Allemagne, l'Italie et le Portugal ont faite de son gouvernement, auprès duquel des ambassadeurs ont été accrédités. Celui d'Italie, M. Roberto Cantalupo, fut le premier à remettre ses lettres de créance, le 1^{er} mars, au cours d'une cérémonie d'un éclat extraordinaire, qui se déroula dans le grand salon de la municipalité de Salamanque, en présence de toutes les notabilités civiles et militaires. Deux jours plus tard, c'était le tour du représentant du Reich, le général Faupel. La manifestation fut à la grandiose encore. Les troupes défilèrent ; les maisons pavées de la croix gammée voisinaient avec l'ancien drapeau espagnol et la population se livra à des démonstrations enthousiastes. Des allocutions protocolaires ont été échangées. Répondant à l'ambassadeur du Reich, le général Franco a dit : « La paix que l'Allemagne a rétablie chez elle est celle que nous voulons rétablir à l'intérieur de l'Espagne. Nous vaincrons et réduirons le marxisme à néant sur notre sol. Nous ferons disparaître la lutte des classes et nous ouvrirons au nouvel Etat de larges horizons de justice sociale et de progrès pour les humbles. Le culte de la patrie et la fraternité dans le travail sont les buts de la future Espagne, où un Etat de justice et d'autorité créera le bien-être pour tous. »

Dans l'ordre militaire, la situation ne paraît pas avoir enregistré de grands changements. Des engagements locaux ont continué autour de Madrid et dans les Asturies. Au sud-ouest de la capitale, les gouvernementaux ont essayé, sans y parvenir, d'inquiéter les communications ennemies entre Talavera de la Reina et Tolède. De leur côté, les nationalistes paraissent préparer, au début de la semaine, une nouvelle offensive de grand style dans le secteur de Guadalajara.

L'application du contrôle terrestre et maritime devait, on le sait, entrer en vigueur le 6 mars, mais des questions de mise en point l'ont retardée et la nouvelle date du 13 a été fixée. Le comité de Londres s'est occupé activement des derniers détails techniques à régler. Le plan adopté pourra d'ailleurs être mis en œuvre progressivement.



Troupes régulières et phalangistes à Salamanque pendant la réception de l'ambassadeur d'Allemagne.

13.3.37



Le défilé de la cavalerie marocaine.



L'état-major du général Franco, dans lequel on reconnaît les généraux Mola et Cabanellas, pendant le défilé des troupes.

PRISE D'ARMES, A SALAMANQUE, POUR LA REMISE DES LETTRES DE CRÉANCE DE L'AMBASSADEUR D'ALLEMAGNE

Photographies Keystone.

FRANÇAIS ! METTEZ LE COUVERT !

L'Exposition va attirer à Paris et dans la France tout entière un grand nombre d'étrangers et l'on compte un peu — et même beaucoup — sur cet afflux pour ranimer le mouvement des affaires et rétablir une prospérité économique que tant de causes diverses ont compromise. Mais il ne suffit pas d'attendre nos hôtes : il faut aussi nous préparer à les bien recevoir. Il faut que leur séjour leur soit agréable, qu'ils le prolongent autant qu'ils le pourront et qu'en rentrant chez eux ils incitent leurs amis à venir, à leur tour, nous rendre visite. L'hospitalité a toujours été une qualité française, mais il n'est pas superflu d'en rappeler aujourd'hui les devoirs et les avantages. A cet effet, des causeries radiophoniques vont être données, par le poste de la tour Eiffel, les 15, 17 et 20 mars. Elles seront écoutées avec intérêt et profit.

C'est M. Hugues Citroën, chargé de mission au ministère du Commerce, qui ouvrira le feu. « Français ! dira-t-il, mettez le couvert ! »

Lorsque vous vous préparez à recevoir des invités de marque que vous désirez particulièrement fêter, que vous habitez une ferme ou un château, vous sortez votre plus beau linge, votre plus belle vaisselle, vous placez des fleurs un peu partout dans la maison, vous faites monter de bonnes bouteilles, en un mot vous « mettez le couvert ». Eh bien, dès aujourd'hui, nous pouvons annoncer à chacun des habitants de chacune des 36.000 communes de France la venue d'un visiteur de marque pour lequel on ne fera jamais trop de frais : c'est S. M. le Touriste.

Après M. Hugues Citroën, on entendra M. Edmond Labbé, commissaire général de l'Exposition :

Ce n'est pas la capitale seule qui doit « mettre le couvert », mais le pays tout entier. L'Exposition 1937 sera, en effet, avant tout et surtout, une exposition nationale. J'entends y convier la France entière, non pas seulement en présentant dans le Centre régional, qui en sera l'un des clous, toutes les provinces françaises dans leur diversité, mais en les intéressant directement au succès de l'Exposition par une propagande intensive en leur faveur et aussi par les dispositions de tous ordres qui seront prises en vue de « refouler » vers elles les nombreux touristes qui viendront à Paris et qui profiteront, je l'espère, des mêmes avantages touristiques accordés aux visiteurs de l'Exposition elle-même... 1937 sera ainsi l'année de l'Exposition, une année parisienne, mais aussi une année nationale, l'année de la France.

Puis ce sera le tour de M. Roland Marcel, commissaire général au tourisme :

La reprise du tourisme français n'aura tout son rendement et ne se prolongera au delà de 1937 que si, vis-à-vis des voyageurs étrangers, nous faisons preuve de bonne humeur, de courtoisie, de calme et de parfaite tenue collective et individuelle. Animés d'un large sens de la vie moderne, montrons-nous donc capables, vis-à-vis de nos hôtes, d'un obligeant libéralisme dans l'ordre administratif et d'une scrupuleuse correction en matière de transactions économiques. Quel que soit notre rôle, chacun d'entre nous, par une faute, risque de compromettre la réputation de notre pays. N'oublions jamais que la contre-publicité parlée, à propos du moindre incident, risque de détruire les effets de la meilleure des propagandes.

Avec son humour habituel, M. Tristan Bernard contera — exemple à rebours — une nuit passée jadis chez l'« habitant » :

Sur ce qu'il appelait lit un drap recouvrait un matelas taillé dans le roc. Il était propre, irréfutablement. Il avait été lavé le matin même, ainsi que l'attestait son humidité... A la lueur d'un très court morceau de bougie, j'aperçus un lavabo, à trois pattes. Il supportait de son mieux un pot à eau et une cuvette qui devaient avoir eu entre eux un certain nombre de rencontres pénibles, si l'on en jugeait par les brèches qui les déparaient l'un et l'autre...

Mais, puisque toutes les régions de France sont destinées à recevoir des visiteurs, on a demandé à quelques personnalités éminentes de parler de nos provinces. M. Georges Lecomte célébrera cette terre de bon accueil, la sociabilité de ses habitants, la beauté de ses paysages, la fécondité de son sol, le pittoresque de ses églises, de ses vieux hôtels, de ses châteaux, dont les toits d'ardoise

ou de tuiles brunes émergent des parcs touffus au milieu des vignobles, l'activité des vendangeurs, les chants et les rires de la Bourgogne « au travail et en fête, ou plutôt au travail qui est en même temps une fête ».

M. André Lichtenberger, en une allocution familière, s'adressera à Manech, son camarade du pays basque :

Avec l'ouverture de l'Exposition, c'est la fin de la crise, si nous savons faire accueil à nos hôtes. Que ton village, cet été, Manech, comme ta demeure, comme ta courtoisie, comme ta bonne humeur sachent les fêter. Je vois, à partir de juillet, la foule des autos de luxe et des cars dévaler sur nos routes sinueuses et s'arrêter à côté de l'église, près du fronton où claquent les pelotes. A l'auberge, après la partie, regarde sous les platanes les curieux s'attabler. De l'omelette aux cèpes jusqu'au milliasson feuilleté, en passant par le plat de confit ou de gigot arrosé de la bouteille d'irouléguy, comme ils font honneur à la cuisine savante de la vieille Dominica ! Et puis, sur la grande place, les voici attroupés autour des danseurs. Que le fandango ou l'arinarin auraient encore plus de grâce si revivait, tirés des armoires, l'originalité des costumes d'autrefois ! Ah ! Graciane, ah ! Maïque, je voudrais voir le mouchoir de couleur, le fichu de soie ressusciter sur vos cheveux et votre corsage le charme de vos aïeules !

Et ce sera enfin l'appel à la Savoie de M. Henry Bordeaux :

Les plus grands écrivains ont célébré la beauté de la Savoie. Elle est universellement connue par les pages de Jean-Jacques et les poèmes de Lamartine. Profitez de ce halo de lumière qui la baigne et ajoutez-y le plaisir qui retiendra chez nous le touriste et le voyageur. Plaisir de vos maisons ornées de fleurs, que vous aurez rendues confortables. Plaisir des auberges qui offriront pour la joie des narines et des estomacs nos rissoles, nos gratins, nos farçons, nos reblochons... Plaisir encore de nos costumes, qu'il faut sortir des armoires, de la frontière d'or de Tarentaise aux fichus et aux bonnets de Maurienne. Plaisir, enfin, de nos danses et de nos vieilles chansons.

Puisse la voix de la radio être entendue ! Puissent tous les Français savoir « mettre le couvert », comme on les y invite ! Ils n'auront pas à s'en repentir.

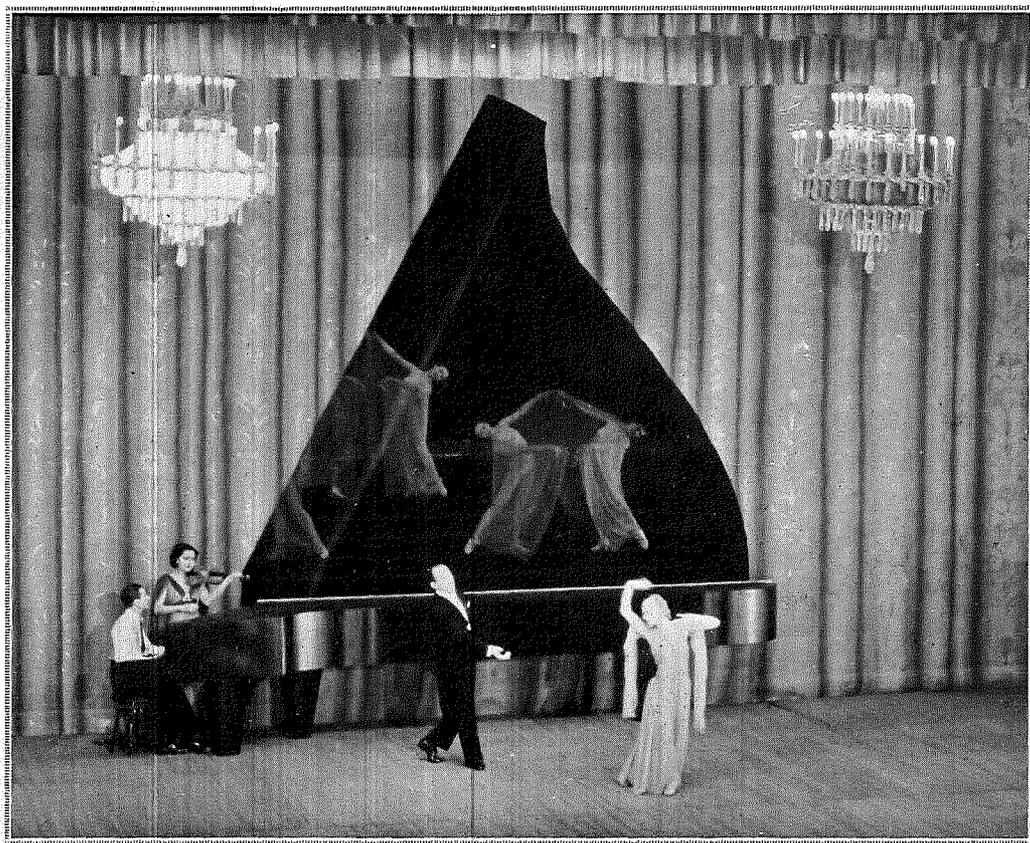
LA REVUE DU CASINO DE PARIS

La nouvelle revue du Casino de Paris, de MM. Henri Varna, Lelièvre, Marc Cab et Charles Tutelier, s'intitule *Paris en joie, revue de l'Expo-*

sition. Elle a pour principale attraction Maurice Chevalier qui, renouvelant son répertoire et sa manière, n'avait peut-être jamais fait preuve d'autant de fantaisie et d'art subtil. Ses chansons inédites : *C'est arrivé, le Chapeau de Zozo, Ma pomme, Marie-Lou*, ont obtenu d'emblée le même succès que *Prosper*. Mais les yeux ont aussi été charmés par quelques tableaux où le luxe de la mise en scène, des costumes et des décors s'allie à la science des éclairages. Parmi les meilleurs, on peut citer *Broderie et transparence, l'Ecrin merveilleux, l'Escalier magique, le Paradis de beauté*, et surtout *Art et lumière, féerie lumineuse, et le Piano enchanté*, que représente notre gravure. Myrio et Desha sont un couple de remarquables danseurs, les Bonos, de prodigieux acrobates, et M^{me} Nita Raya, qui chante, danse et joue avec beaucoup d'agrément, s'est classée, pour ses débuts, comme une excellente vedette de music-hall.

LE GALA DES ARTISTES

Le gala de l'Union des artistes, qui est traditionnellement la fête la plus éblouissante de l'année, a déroulé ses fastes dans la nuit du 6 au 7 mars, au Cirque d'Hiver. Comme toujours, le spectacle était dans la salle autant que sur la piste. Les vedettes les plus aimées du public, en magnifiques toilettes, occupaient les loges, voisinant avec les plus hautes personnalités mondaines. Epaules nues et plastrons blancs emplissaient les gradins. C'est, cette fois, sous la présidence du roi Louis-Philippe que le spectacle se déroula. Personnifié par M. Abel Taride, il fit son entrée grandiose, entouré de sa famille, de ses ministres, de ses officiers en grand uniforme. M. Saint-Granier lui servait de maître des cérémonies et M. Rip avait composé un spirituel à-propos. Les yeux, cependant, se portaient vers une autre loge plus discrète, cherchant à découvrir une jeune femme, venue spécialement de Bruxelles pour assister à cette évocation de la cour de son arrière-grand-père : S. A. R. la comtesse de Paris elle-même... Après quoi, les comédiens exécutèrent leurs « numéros ». Maurice Chevalier présenta un chameau, et Victor Boucher, des poissons rouges savants, Suzy Solidor, un singe, Sessue Hayakawa fit apprécier ses talents d'illusionniste, Duvallès se révéla athlète, un essaim de jolies artistes se suspendirent aux trapèzes volants, Pierre Brasseur et Claude Dauphin firent les clowns, Pizella émerveilla par sa voltige à cheval, Marie Dubas et Maurice Escande renouvelèrent une pittoresque descente de la Courtille, Pauley, énorme Joseph Prudhomme, reçut gravement dans son salon les célébrités de l'époque, Max Dearly dirigea la fanfare de la garde nationale, et il était fort tard, ou fort tôt, quand s'acheva la fête.



Une jolie scène de la revue du Casino de Paris : sur une musique de Chopin on voit apparaître, comme un reflet, des figures évocatrices sur le couvercle relevé du piano immense. En réalité, c'est le rideau de fond qui est découpé suivant la forme du couvercle du piano et derrière évoluent des figurantes faiblement éclairées. — Phot. « L'Illustration ».